

**Société & Solidarités****ÉDUCATION**

Les « maîtres plus » ne veulent pas être moins

Ces profs surnuméraires, dont le rôle est apprécié par leurs collègues, refusent de faire les frais de la mise en place des classes à 12 élèves annoncée par le gouvernement.

Qui a dit que les enseignants étaient d'éternels insatisfaits ? « On a là un dispositif enrichissant autant pour les enseignants que pour les élèves », se réjouit Jonathan Molina, enseignant à Amiens. Le dispositif en question, c'est le « Plus de maîtres que de classes » (PDM). Un intitulé transparent : il s'agit de recruter dans les écoles primaires des enseignants surnuméraires qui interviennent dans les classes avec une grande capacité d'adaptation aux différentes situations : en binôme avec l'enseignant attitré, en groupes... Un dispositif mis en place il y a quatre ans par Vincent Peillon et qui a, au fil du temps, su emporter l'adhésion de la communauté éducative. Selon une étude du SNUipp-FSU, principal syndicat du premier degré, 86 % des enseignants du primaire y sont favorables.

« Ça n'a pas été tout à fait évident au moment de sa mise en place, les enseignants étaient habitués à être seuls face à leurs classes », se rappelle Jonathan Molina. Pourtant, selon ce « maître plus », le dispositif n'a pas eu besoin de longtemps pour convaincre : « Il nous pousse à faire évoluer nos pratiques, à essayer de nouvelles choses. On échange entre enseignants, que ce soit en classe ou lors de nos réunions. » Dans les

classes, il constate une ambiance générale apaisée : « Quand un élève est perdu, nous pouvons intervenir immédiatement à ses côtés, avant qu'il ne décroche complètement et sans avoir à l'isoler. »

Mais le dispositif est aujourd'hui menacé par les projets de réforme du nouveau gouvernement. Et notamment par la réduction à 12 élèves dans les CP et CE1 des écoles classées REP et REP+ (réseau d'éducation prioritaire). Annoncée durant la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron, cette mesure n'avait, pour beaucoup, que la consistance d'un effet d'annonce. Pourtant, fin mai, le tout nouveau ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, confirmait son intention de la mettre en place à partir de la rentrée 2017 dans les CP de REP+. Soit 2200 classes.

« La réduction seule n'apporte pas de bénéfice pour les élèves »

La baisse des effectifs, sur le principe, les enseignants ne sont pas contre. Au contraire. « C'est même parfois une nécessité », reconnaît Francette Popineau, secrétaire générale du SNUipp-FSU. Pour autant, l'annonce du ministre suscite dans les préaux plus de craintes que d'enthousiasme. Car il est quasiment acquis, malgré les dénégations du gouvernement, que la mise en place de cette mesure se fera sur le dos du PDM... Une gageure alors même que les effets - vraisemblablement positifs - de ce dispositif ne seront évalués qu'à la fin de l'année 2017. D'ici là,



il pourrait n'en rester que des lambeaux. Pour mettre en place les classes à 12 élèves, l'éducation nationale a, en effet, besoin de 12000 postes. Or, sur l'intégralité du quinquennat, il n'est prévu de n'en créer que 4000 nouveaux. Du coup, les enseignants seraient récupérés en partie parmi les « maîtres plus », condamnant sans le dire le dispositif.

Si les enseignants sont enthousiastes pour le PDM, ils sont beaucoup plus circonspects devant la réduction drastique du nombre d'élèves en CP-CE1, perçue comme « un effet d'annonce, coupé du temps de l'école », selon les mots de Jonathan Molina. « La réduction des effectifs a déjà été expérimentée et évaluée, rappelle Francette Popineau. C'était les classes à 10, avec Luc Ferry. Il est apparu que cette réduction seule n'apporte pas de bénéfice pour les élèves. » La syndicaliste pointe aussi le risque que ces classes réduites finissent par être des classes de niveau, laissant notamment les plus en difficulté entre eux. « La composition des classes se fait en interne à l'école, rien n'empêche cela », confirme Jonathan Molina qui prévient : « Cela reviendrait à annuler tout le bénéfice du dispositif. »

Sans parler d'autres problèmes pratiques comme la question des locaux. Tous les établissements n'ont pas la possibilité de créer de nouvelles salles de classes. « Au moment où l'on nous parle de sécurité, le ministère nous propose de diviser des salles en deux avec une cloison, mais toujours une seule issue », ironise Francette Popineau. À Amiens, Jonathan Molina et ses collègues restent pour l'instant dans le flou. À ce jour, impossible de savoir s'ils seront maîtres de CP ou maîtres plus en septembre prochain. Alors, pour le moment, ils patientent « dans un mélange de colère et de résignation. Les enseignants sont habitués : un nouveau gouvernement arrive et balaie ce qu'a fait le précédent. C'est le temps de la politique, pas celui de l'école ». ●

ADRIEN ROUCHALEOU

LES RÉFORMES SE PRÉCISENT

Jean-Michel Blanquer a détaillé jeudi ses pistes pour lutter contre l'échec scolaire. Dans une interview au *Parisien*, il a remis sur la table le redoublement, qu'il souhaite « autoriser à nouveau » dès la prochaine année scolaire. Il promet aussi des stages de soutien gratuits avant l'entrée en 6^e. Le nouveau ministre a également soumis au Conseil supérieur de l'éducation plusieurs projets de décrets. L'un autorise le retour à la semaine de quatre jours pour les municipalités qui le désirent. Un autre assouplit la réforme du collège en restaurant les classes bilangues en 6^e et en permettant la suppression des enseignements interdisciplinaires.

12250
C'EST LE NOMBRE DE
SIGNATAIRES DE LA
PÉTITION RÉCLAMANT
LA PÉRENNISATION DU
DISPOSITIF « PLUS DE
MAÎTRES QUE DE
CLASSE ».



Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

Avec le maître en plus, « quand un élève est perdu, nous pouvons intervenir immédiatement à ses côtés, avant qu'il ne décroche complètement et sans avoir à l'isoler ». Kenzo Tribouillard/AFP